

RAPPORT DU FORUM SUR L'INVESTISSEMENT ET LES PARTENARIATS (FIP)

Bangui, du 22 au 23 octobre 2025



-FIP-Edition 2025-

MESSAGE DU MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

Mesdames, Messieurs, Chers partenaires,

Le Forum sur l'investissement et les Partenariats (FIP 2025) s'inscrit dans la vision stratégique du Président de la République, Chef de l'État, le Professeur Faustin Archange Touadéra, qui ambitionne de transformer la République Centrafricaine en une économie productive, inclusive et durable.

À travers ce rendez-vous, notre pays réaffirme sa volonté de passer d'une logique d'assistance à une logique d'investissement, en misant sur le dialogue, la confiance et la coopération entre l'État, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers.

Les échanges qui ont animé cette édition ont été concrets, actuels et tournés vers l'action. Ils ont permis d'aborder, avec lucidité et pragmatisme, les leviers de croissance et les réformes nécessaires pour renforcer la compétitivité de notre économie.

Le FIP 2025 a réuni une diversité remarquable d'acteurs — représentants du secteur privé, entrepreneurs, investisseurs, institutions publiques, bailleurs de fonds et partenaires au développement — autour d'une ambition commune : accélérer la transformation économique de la République Centrafricaine à travers des investissements structurants dans l'énergie, les infrastructures, l'agriculture, le numérique et les mines.

Les conclusions issues des travaux orientent désormais de manière concrète les échanges entre les différents acteurs économiques et institutionnels, notamment en matière de financement des petites et moyennes entreprises, de développement des Zones Économiques Spéciales et Sociales, et plus largement dans la consolidation des mécanismes nationaux de soutien à l'investissement productif.

M. Thiery Patrick AKOLOZA
(Ministre du Commerce et de l'Industrie
Assure l'intérim du Ministre des PME et
de la promotion de l'entrepreneuriat)



Je tiens à saluer le Comité d'organisation du FIP, coordonné par le Commissaire du Forum, pour la qualité exceptionnelle du travail accompli et le professionnalisme dont il a fait preuve tout au long du processus. J'exprime également ma reconnaissance à la Banque mondiale, à travers le projet iCompete, pour son appui institutionnel et financier, ainsi qu'à l'ensemble des partenaires, publics et privés, qui ont contribué à la réussite de cette édition.

Le Gouvernement poursuivra, dans la continuité du FIP 2025, la mise en œuvre des réformes et des projets structurants destinés à créer un environnement plus propice aux affaires et à stimuler les investissements nationaux et étrangers.

Ensemble, faisons du FIP un levier stratégique de transformation et de croissance au service du peuple centrafricain.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie

Thierry AKOLOZA

MESSAGE DU COMMISSAIRE DU FIP

Mesdames et Messieurs, Distingués invités, chers partenaires,

Le Forum sur l'Investissement et les Partenariats (FIP 2025) a constitué un moment fort de dialogue, d'écoute et de concertation entre les différents acteurs engagés dans le développement économique de la République Centrafricaine.

Placé sous le haut patronage du Président de la République, Chef de l'État, le Professeur Faustin Archange TOUADERA, le FIP a permis de mettre en lumière la volonté nationale de bâtir une économie tournée vers la production, l'innovation et la création d'emplois durables.

L'édition 2025 a rassemblé une diversité d'acteurs, des institutions publiques et entreprises nationales, aux investisseurs internationaux, en passant par les partenaires techniques et financiers. Nos échanges ont été pragmatiques et orientés vers des solutions concrètes. Les débats riches et inclusifs ont permis d'aborder des thématiques essentielles à la transformation économique du pays : amélioration du climat des affaires, financement des PME, développement des chaînes de valeur, industrialisation et structuration des zones économiques à fort potentiel.

Ce Forum a également été l'occasion de valoriser les réformes engagées par le Gouvernement pour renforcer l'attractivité du pays et d'identifier des pistes de collaboration concrètes avec les partenaires au développement et le secteur privé.

La réussite du FIP 2025 repose sur un engagement collectif et sur la synergie des acteurs. Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance au Ministère du Commerce et de l'Industrie, au Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, ainsi qu'à nos partenaires techniques et financiers,



notamment la Banque mondiale à travers le projet iCompete, et à SCI Capital, pour leur appui technique, institutionnel et financier tout au long du processus d'organisation et de mise en œuvre du Forum.

Le FIP 2025 a ouvert une nouvelle ère de confiance entre l'État, le secteur privé et les investisseurs. Forts des résultats obtenus, nous portons désormais notre regard vers le FIP 2026, qui s'attachera à consolider les acquis, approfondir les partenariats stratégiques et mobiliser davantage de ressources pour la mise en œuvre des priorités nationales d'investissement.

Ensemble, continuons à faire du FIP une plateforme durable de dialogue, d'innovation et d'action, au service du développement économique et social de la République Centrafricaine.

M. Maxime KAZAGUI

**Le Commissaire du Forum sur
l'Investissement et les Partenariats**

RESUME EXECUTIF

Le Forum national sur l'investissement et les partenariats, qui s'est tenu les 23 et 24 octobre 2022 à Bangui, sous le haut patronage du Président de la République, Chef de l'État, a marqué le début d'un jalon important dans le processus de développement de la République centrafricaine. Il s'inscrit dans la droite ligne de la Table Ronde Internationale (TRI) de Casablanca, tenue en septembre 2025, qui a marqué une étape décisive dans la mobilisation des partenaires et investisseurs autour des priorités du Plan National de Développement (PND 2024-2028).

Pendant deux jours, le Forum a réuni une diversité d'acteurs publics et privés, nationaux et internationaux, autour de débats orientés vers l'action : bilan et feuille de route post-TRI, réformes du climat des affaires, inclusion financière, valorisation des chaînes de valeur productives, et développement des Zones Économiques Spéciales et Sociales (ZES).

Trois messages clés se dégagent des échanges :

1. La nécessité de renforcer la confiance entre l'État, les investisseurs et le secteur privé ;
2. L'urgence de structurer et d'accompagner les entreprises locales, notamment les PME ;
3. Et la conviction partagée qu'une croissance durable doit être inclusive, créant des opportunités pour les jeunes et les femmes sur tout le territoire.

Le FIP 2025 marque ainsi une étape majeure dans la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND 2024-2028). Ses conclusions orientent les discussions à venir sur la mobilisation des financements, la structuration du Fonds National de Garantie et d'Investissement, et la préparation du FIP 2026, appelé à consolider les acquis et à approfondir

les partenariats initiés à Bangui et à Casablanca.



Introduction

Le Forum sur l'Investissement et les Partenariats (FIP) s'inscrit dans la continuité de la Table Ronde Internationale (TRI) de Casablanca, qui a permis de mobiliser des engagements financiers substantiels et de nouer de nouveaux partenariats autour du Plan National de Développement (PND) 2024–2028. L'ambition du FIP est d'opérer le passage de la promesse à l'exécution : transformer les annonces en investissements productifs, accélérer la mise en œuvre des projets structurants et instaurer une gouvernance partenariale durable entre l'État, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers (PTF).

Dans ce cadre, le FIP a réuni pendant deux jours des hauts responsables publics, des dirigeants d'entreprises, des institutions financières, des chambres patronales et des partenaires internationaux afin de :

- partager une lecture actualisée des opportunités et des risques de la République centrafricaine (RCA) ;
- prioriser les chaînes de valeur à fort potentiel (agro-industrie, mines, sylviculture) ;
- consolider les réformes visant l'attractivité du climat des affaires et le développement des PPP ;
- promouvoir la bancarisation et l'inclusion financière comme leviers de croissance ;
- renforcer le capital humain et l'écosystème des MPME pour favoriser la sous-traitance locale ;
- préparer la feuille de route post-forum et la trajectoire vers le FIP 2026.

Le présent rapport vise à :

1. offrir une synthèse analytique des travaux (keynotes, panels et échanges) des deux jours ;

2. dégager les enseignements clés et les points de convergence entre parties prenantes ;
3. formuler des recommandations opérationnelles assorties d'un calendrier indicatif ;
4. proposer un mécanisme de suivi permettant de piloter l'exécution d'ici la prochaine édition.

I. Méthodologie et dispositif du Forum

a. Approche générale

Le FIP a été conçu comme un cadre de dialogue inclusif et opérationnel, réunissant l'ensemble des parties prenantes du développement économique de la République Centrafricaine.

Sa méthodologie a privilégié la concertation directe entre les décideurs publics, les acteurs du secteur privé et les partenaires techniques et financiers (PTF), dans une logique d'action, de redevabilité et de continuité post-TRI.

Le dispositif du Forum a articulé des sessions plénières, des panels thématiques, et des présentations sectorielles appuyées par des échanges interactifs.

Cette approche participative a permis de combiner :

- des exposés stratégiques de haut niveau (Ministres, Directeurs généraux, Représentants d'institutions financières) ;
- des témoignages d'entreprises et d'investisseurs privés ;
- et des propositions techniques concrètes, issues des structures nationales d'appui et d'encadrement des MPME.

L'ensemble des discussions s'est inscrit dans la feuille de route "Ambition 28", qui trace les grandes orientations économiques de la RCA pour les trois prochaines années.

b. Structure et programmation du Forum

Le FIP s'est déroulé sur deux journées consécutives à Bangui, articulées autour de sept sessions principales et de plusieurs interventions transversales.

- **Jour 1 – Sous le signe de la confiance et de la relance**
- **Session 1** : Cérémonie d'ouverture et allocutions officielles
- **Session 2** : Ambition 28 – Feuille de route post-TRI : accélérer les investissements productifs et booster la croissance
- **Session 3** : Présentation du risque pays et mobilisation des ressources
- **Session 4** : Construire la confiance : réformes, PPP et attractivité du climat des affaires
- **Session 5** : L'accompagnement des investissements en République Centrafricaine
- **Session 6** : Bancarisation et contribution du secteur financier à l'économie centrafricaine
- **Session 7** : Bancarisation et contribution du secteur financier à l'économie centrafricaine
- **Jour 2 – Sous le signe de la productivité et de la transformation**
- **Session plénière d'ouverture**
- **Session 2** : Activer les moteurs de croissance : chaînes de valeur prioritaires (agriculture, mines, forêt)
- **Session 3** : Facteurs clés de succès des Zones Économiques Spéciales (ZES) en RCA
- **Session 4** : Les structures de promotion de l'entrepreneuriat en RCA
- **Session 5** : Faire grandir les champions locaux : formalisation, compétences et sous-traitance
- **Session 6** : Solutions de financement innovantes pour booster les MPME

Chaque session a fait l'objet d'une note de cadrage précisant :

- les objectifs et résultats attendus,
- le profil des intervenants,
- les questions de discussion,
- et les livrables attendus (synthèses, recommandations, propositions d'action).

c. Format et participation

Le Forum a combiné des présentations plénières (keynotes), des panels de discussion et des séquences interactives ouvertes au public.

Un modérateur principal assurait la conduite des débats, tandis que chaque session était coordonnée par un rapporteur thématique chargé de restituer les points clés et recommandations.

Composition des participants

Le FIP a réuni :

- des membres du Gouvernement et des institutions publiques (MEPCI, MPME, MMG, MADR, MEFCP, Ministère du Travail, etc.) ;
- des acteurs du secteur privé national et international, notamment le Groupement Interprofessionnel de Centrafrique (GICA), l'Union National du Patronat Centrafricain (UNPC), des banques, des sociétés minières et agro-industrielles ;
- des partenaires techniques et financiers tels que la Banque Mondiale, la SFI, la BAD, la BADEA, le PNUD et d'autres organismes de coopération bilatérale ;
- des organisations professionnelles et structures d'appui (CAPMEA, ACFPE, GUFE, etc.) ;
- ainsi que des médias, chercheurs et représentants de la société civile.

II. Première journée : Dialogue investisseurs et partenaires

Cette première journée a été consacrée à la présentation des opportunités d'investissement et des projets phares du PND, au dialogue stratégique avec les investisseurs privés et les partenaires techniques et financiers (PTF), ainsi qu'à la signature de partenariats et de déclarations d'intention.

a. Session 1 – Cérémonie d'ouverture et allocutions officielles

La cérémonie d'ouverture du Forum sur l'Investissement et les Partenariats (FIP) a constitué un moment fort, marqué par la présence du Commissaire général du Forum, des membres du Gouvernement, d'investisseurs internationaux, des partenaires techniques et financiers, ainsi que des représentants du secteur privé centrafricain.

Cette séquence inaugurale a donné le ton de deux journées placées sous le signe de la confiance, de la relance et du partenariat, traduisant la détermination commune des pouvoirs publics et des acteurs économiques à faire de la République Centrafricaine une destination d'investissement crédible et compétitive.

Déroulé de la cérémonie

• Mot du Commissaire Général du Forum

Le Commissaire Général du FIP a ouvert la cérémonie en saluant la forte mobilisation des institutions publiques, du secteur privé et des partenaires internationaux.

Il a rappelé que le Forum s'inscrit dans la continuité de la Table Ronde Internationale de Casablanca et constitue une étape essentielle du passage des engagements financiers aux réalisations concrètes.

Il a également insisté sur la nécessité de pérenniser le dialogue entre l'État, les investisseurs et les opérateurs économiques, afin d'assurer la cohérence et la durabilité des projets issus de la feuille de route post-TRI.

Placée sous le signe de la confiance, de la relance et de la mobilisation des ressources, elle a permis de dresser le bilan des engagements, de présenter la feuille de route Ambition 28 et de débattre des conditions de crédibilité institutionnelle et de compétitivité du climat des affaires.

• Mot du Patronat centrafricain (UNPC)

Le représentant de l'Union Nationale du Patronat Centrafricain (UNPC) a félicité le Gouvernement pour l'organisation du Forum et salué le climat de confiance instauré entre les autorités et le secteur privé.

Il a encouragé les investisseurs étrangers et régionaux à ne pas avoir peur d'investir en Centrafrique, soulignant les opportunités réelles de croissance qu'offre le pays dans les secteurs du commerce, de l'agro-industrie et des infrastructures.

L'UNPC a réaffirmé la volonté du patronat de collaborer étroitement avec les pouvoirs publics pour stimuler l'investissement, l'emploi et la compétitivité des entreprises locales.

• Mot du Patronat Centrafricain (GICA)

Le représentant du Groupement Interprofessionnel de Centrafrique (GICA) a, pour sa part, insisté sur la volonté du secteur privé national de jouer pleinement son rôle dans la transformation économique du pays.

Il a plaidé pour la mise en place d'un cadre permanent de concertation État-secteur privé, afin d'assurer une meilleure cohérence entre les priorités gouvernementales et les initiatives patronales.

Le GICA a également souligné la nécessité de renforcer les capacités techniques et managériales des entreprises locales pour leur permettre d'intégrer les chaînes de valeur nationales et régionales.

- **Discours du Ministre du Commerce et de l'Industrie**

Représentant le Gouvernement et le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, le Ministre du Commerce et de l'Industrie a prononcé le discours officiel d'ouverture du Forum.

Il a rappelé que le FIP s'inscrit dans la dynamique du Plan National de Développement 2024-2028 (PND-RCA), qui consacre les deux tiers de ses financements aux secteurs productifs — notamment l'énergie, les routes, l'agriculture et les industries de transformation.

Le Ministre a également souligné la volonté du Gouvernement de construire une économie de confiance, en renforçant la transparence et la prévisibilité du cadre d'investissement.

Il a invité les investisseurs à considérer la Centrafrique non pas comme une économie à risque, mais comme un marché d'opportunités et d'avenir, au cœur de la sous-région CEMAC.

b. SESSION 2 : Ambition 28 Feuille de route Post TRI : Accélérer les investissements productifs et booster la croissance

Cette session comporte deux (02) parties à savoir la synthèse de la Table Ronde du Plan National de Développement et le retour sur expérience de la participation du secteur privé centrafricain à la TRI.

La session a été organisée en panel et a connu la participation de 5 personnes dont les cadres des départements du Ministère de l'Economie, du plan et de la Coopération Internationale (MEPCI), le secteur privé (UNPC, SIAD, Orange centrafricain) et les entrepreneurs centrafricains (Invest In Bangui, Africa and Exploration, un intervenant). La modération a été assurée par Monsieur Elvis KOYAWEDA-DEMA, Expert Senior en matière des investissements à SCI CAPITAL.

La synthèse de la TRI a été présentée par Monsieur Franklin-Melnick DACKPA, Directeur Général de l'Economie au Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération

Enfin, il a salué la tenue du FIP comme un cadre de dialogue stratégique permettant de mobiliser de nouveaux partenariats et de mettre en œuvre les engagements de Casablanca.

- **Messages clés de la session d'ouverture**
- **Le FIP symbolise la continuité post-TRI et la volonté collective de transformer les engagements en actions concrètes.**
- **Le secteur privé centrafricain (UNPC et GICA) a exprimé son engagement à accompagner la mise en œuvre du PND-RCA et à soutenir la création d'emplois.**
- **Le Gouvernement a réaffirmé sa détermination à améliorer le climat des affaires, à renforcer la crédibilité institutionnelle et à attirer davantage d'investissements productifs.**
- **L'appel du patronat à investir sans crainte en Centrafrique a résonné comme un message fort de confiance et d'ouverture.**

Internationale. Les points saillants de cette session s'articulent autour de :

- **L'objectif de la TRI : mobiliser des financements externes et privés, améliorer le climat des affaires, promouvoir les projets structurants dans plusieurs secteurs clés.**
- **Engagements forts des partenaires et des investisseurs : Plus de 9 milliards USD d'annonces de financement autour de 34 projets prioritaires, 10 projets privés présentés en séance d'investisseurs B2B, 18 protocoles d'accord signés.**
- **Synthèses des MoU par secteur et nature des accords : Infrastructures et Transport, Energie et Ressources, Eau et Assainissement, Agriculture et Agro-industrie, Numérique et Innovation.**
- **Gouvernance et feuille de route Post TRI : Comité de Pilotage, Base de**

données des MoUs, Suivi des décaissements, emplois et impacts, Partenariat public-privé.

c. SESSIONS 3 et 4 : Les facteurs de risques pays qui impactent les investissements et le climat des affaires

Cette session a connu la participation des départements ministériels (Primature-CMCAA, Ministère des Finances et du Budget), du secteur privé (Banques de la place, Société d'Assurance-SUNU Assurance), et la SCI Capital. Les panélistes ont abordé des thématiques liées aux risques pays et le climat et le climat des affaires et d'investissement.

La session a été animée par les interventions de Monsieur Ange KOYASSE, Ministre Conseiller-Secrétaire-Permanent du Cadre Mixte de Concertation pour l'Amélioration du Climat des Affaires (CMCAA), de Monsieur Serge OUARASSIO Directeur Général du Trésor Public et de Monsieur Monhamed CAMPAORE Directeur Général de SUNU Assurance. Modération assurée par Mme Salma ZARAFF, Experte de SCI Capital.

Sur le climat des affaires et des investissements, il ressort des échanges les points suivants :

- Le pays dispose d'une panoplie des textes juridiques et réglementaires non mis en application (lenteur) ;
- Absence de décret d'application de certains textes
- Déficit accru de vide juridique

Sur les facteurs de risque pays, il ressort les éléments suivants :

- Évaluation du risque pays s'effectue par plusieurs institutions dont entre autres Moody's, Standard & Poor's, Fitch Ratings, Country Risk, etc., en se basant sur une analyse approfondie de plusieurs dimensions, notamment les facteurs politiques, économiques, structurels et l'environnement des affaires.
- Selon les intervenants, cette évaluation globale se traduit par une notation de

crédit souverain, qui mesure la capacité d'un pays à honorer ses obligations financières à long terme et utilise des catégories de risque distinctes.



Permettre une meilleure adéquation entre l'offre et de la demande de travail à travers le renforcement de la formation professionnelle et la création de lycées techniques alignés sur les besoins des PME et des secteurs prioritaires ;



Mettre en place des référentiels de formation dans les secteurs clés : Infrastructures et Transport, Energie, Eau et Assainissement, Agriculture et Agro-industrie, Numérique et Innovation.



Instaurer des mécanismes de financement et de garantie efficaces pour soutenir le développement du secteur privé;



Accélérer les réformes pour créer un environnement propice à l'investissement. Créer des entreprises et former la main d'œuvre qualifiée dans les métiers supports (maintenance, contrôle...).



Appliquer la feuille de route post TRI, renforcer le dialogue public-privé et les Partenariats Public-Privé.

Dimensions d'évaluation du risque pays par Moody's :

- Risque politique : Évalue la stabilité des institutions politiques et des politiques budgétaires mises en œuvre, ainsi que les risques liés à la gouvernance et à la corruption.

Risque économique : Analyse la performance économique du pays, y compris les perspectives de croissance, la stabilité du système bancaire et la santé des finances publiques notamment la dette.

Risque externe : Tient compte de l'exposition du pays aux fluctuations des devises étrangères et à sa capacité à honorer ses obligations externes, souvent mesurée par des ratios tels que la dette sur le PNB.

Risque fiscal : Estime la capacité du gouvernement à collecter des impôts pour faire face à ses échéances de dette.

Risque monétaire : Analyse la capacité d'action et l'indépendance des politiques monétaires.

Risque structurel : Examine la structure de l'économie, la qualité des infrastructures et les dynamiques démographiques.

Qualité de l'environnement des affaires : Évalue l'environnement commercial et les risques associés au transfert et à la convertibilité des devises.

Il en ressort de cette description que :

- la stabilité du cadre macroéconomique, soutenue par les réformes budgétaires et fiscales ;

- la diversification progressive des instruments de financement, notamment à travers le marché régional de la BEAC et de la BVMAC ;
- le rôle des assurances et de la réassurance dans la couverture des risques liés à l'investissement ;
- la nécessité d'une communication proactive pour corriger la distorsion entre le risque perçu et le risque réel de la RCA.
- les scores de la RCA au niveau de chaque dimension d'évaluation sont loin des autres pays.

Actions liées au Projet I-Compete

 *Poursuite des réformes sur le climat des affaires et d'investissement*

 *Poursuite des réformes sur les mécanismes du Dialogue public-privé*

 *Poursuite des réformes pour combler les vides juridiques,*

 *Adoption et Vulgarisation du nouveau code de travail.*

 *Formation professionnelle et technique*

d. SESSION 5 : L'accompagnement des investissements en RCA

La session 5 relative à l'accompagnement des investissements en République centrafricaine a été développé par Monsieur Jackson YOKO, Expert en Charge des Réformes sur le Climat des Affaires et des investissements à SCI Capital sur le thème : développement des synergies entre les acteurs pour accroître les investissements en RCA.

En abordant la question de pourquoi être accompagner dans les investissements en RCA? L'intervenant a mis en exergue qu'**investir en**

République centrafricaine (RCA) est une opportunité rare de participer au développement d'un pays en pleine transformation, où le potentiel économique est immense et où les efforts du gouvernement pour créer un environnement favorable aux affaires sont de plus en plus palpables.

Les outils que dispose le pays :

- Le cadre légal et réglementaire :

- Les codes (Minier, Forestier, Charte d'Investissement, Travail, Commerce, PME, Impôts, Marchés Publics, Environnement, etc.),
- Lois (PPP, Cyber-Criminalité, Protection des données, etc),
- Stratégies et Plans de Développement
- PND-RCA-2024-2028
- PDCI 2025-2028
- PDL
- Secteurs favorables :
- Agricultures et élevage
- Mines
- Forêt
- Infrastructures et Energie
- BTP/Construction
- Tourisme
- Social (Santé, Education....), etc.

Quels leviers et quelles synergies d'actions pour une croissance soutenue et durable des investissements en RCA? La réponse à cette question a permis de mettre en exergue les structures d'accompagnement des investissements dans le pays avec leur principale mission.

Structures mises en avant

Structures privées :

- GICA (Groupement Interprofessionnel de Centrafrique),
- UNPC (Union Nationale du Patronat Centrafricain),
- CPMEC (collectif PME), PLAMFE-RCA (plateforme des femmes entrepreneures).

Rôles : représentation du patronat, appui au développement des PME, transition de l'informel vers le formel, réseautage et accès aux financements.

Structures étatiques et para-publiques :

- CAPMEA (conseil & appui-conseil MPME),
- GUFÉ (simplification des procédures de création/modification/cessation),
- CMCAA (dialogue public-privé & réformes climat des affaires),
- ACFPE (emploi & formation professionnelle).

Rôles : guichetage, simplification, normalisation, montée en compétences, facilitation des réformes et de l'investissement.

Leviers opérationnels proposés

- Chaînes de valeur : aligner l'appui-conseil CAPMEA/ACFPE avec les besoins concrets des filières (qualifications, certification, qualité/traçabilité).
- Parcours entrepreneur : GUFÉ → CAPMEA → ACFPE (création, structuration, compétences) avec relais patronaux (GICA/UNPC) pour le B2B et la sous-traitance.
- Gouvernance & réformes : CMCAA pour lever les goulots (procédures, fiscalité ciblée, marchés publics), et instaurer un suivi trimestriel des solutions terrain.
- Genre & inclusion : PLAMFE-RCA et CPMEC comme accélérateurs (accès au crédit, coaching, mise en réseau).

Résultat attendu

Un écosystème lisible et coordonné qui réduit les coûts d'entrée, accélère la formalisation utile, renforce les compétences et connecte les MPME aux marchés et contrats (publics et privés).

Actions



Appui technique et institutionnel aux structures privées, étatiques et certains départements ministériels.

e. SESSION 6 : Bancarisation et contribution du secteur financier à l'économie

Panélistes :

- M. Cédric NGANAWARA, Chef de Division SME et Directeur PME/PMI par intérim à Ecobank ;
- Mme Audrey SEREFIO, Chef de Département Orange Money.

Cette session a exploré les mécanismes de bancarisation et le rôle du secteur financier dans le développement économique national.

Les échanges ont mis en lumière :

- le rôle des banques dans la mobilisation de l'épargne domestique et le financement des projets productifs ;
- les défis liés à la faible inclusion financière ;
- la contribution des fintechs et du mobile money à l'élargissement de l'accès aux services financiers ;
- les synergies à renforcer entre banques, microfinances et opérateurs télécoms.

Les intervenants ont plaidé pour la création d'un écosystème financier intégré, reposant sur la confiance, la proximité et l'innovation.

f. Enseignements du Jour 1

Au terme de cette première journée, plusieurs constats s'imposent :

1. La feuille de route post-TRI est désormais opérationnelle et sert de cadre d'action pour les investissements prioritaires.
 2. La perception du risque pays s'améliore, soutenue par la notation Bloomfield et la stabilité macroéconomique.
 3. Les réformes administratives et institutionnelles avancent, mais doivent être accélérées pour créer un environnement plus prévisible.
- Le secteur financier émerge comme un levier clé de croissance inclusive, à condition d'élargir la base de la bancarisation et de renforcer la confiance.

III. Deuxième journée : Structuration et mise en œuvre

Placée sous la responsabilité du projet I-COMPETE, cette journée a été axée sur la présentation des filières prioritaires, la promotion des zones économiques spéciales (ZES), la structuration des chaînes de valeur prioritaires, le fonds national de garantie (FNGI) et la mise en avant des réformes gouvernementales en faveur de la formalisation et de la montée en compétences des PME/PMI.

Les discussions ont été marquées par une forte participation des ministères sectoriels, du secteur privé et des partenaires techniques, confirmant la volonté de bâtir une économie productive fondée sur la diversification et la montée en valeur ajoutée.

a. Cérémonie d'ouverture

Discours d'ouverture du Ministre du Commerce et de l'Industrie

La deuxième journée a débuté par l'allocution du Ministre du Commerce et de l'Industrie, Excellence Monsieur Thierry Patrick AKOLOZA sur la situation synoptique des Zones Économiques Spéciales (ZES) en corrélation avec la ZLECAF, les Corridors logistiques et commerciaux.

Dans son allocution, le Ministre du Commerce et de l'Industrie a réaffirmé l'alignement stratégique des ZES avec le PND-RCA 2024-2028, notamment le pilier 4 sur la croissance économique et les filières productives.

Les sites pilotes de PK26 et Boali ont été choisis pour leur proximité avec les matières premières. Ces zones visent à accélérer la transformation locale, à créer des emplois qualifiés et à positionner la RCA comme acteur industriel de la ZLECAf.

Le Ministre a rappelé que « la pauvreté persiste faute de valeur ajoutée locale », soulignant que les ZES doivent devenir le moteur de la production et de la transformation sur le territoire.

Il a également mis en avant les réformes déjà engagées pour stimuler l'investissement : GUFÉ, Charte des investissements, Dialogue Public-Privé, loi sur la métrologie, révision du Code du travail, ainsi que la certification de l'or avec Becador.

Enfin, il a insisté sur la nécessité de renforcer les infrastructures, les compétences techniques et la formation professionnelle, citant le partenariat avec la FAO pour la mise en place du premier laboratoire agroalimentaire du pays.

Un message fort qui place les ZES au cœur de la transformation industrielle et économique de la République Centrafricaine.

Allocution du responsable du projet I-compete, Représentant de la Banque Mondiale

La cérémonie d'ouverture a continué avec l'allocution du responsable du projet I-compete,

Représentant de la Banque Mondiale, Monsieur Benjamin HERZBERG.

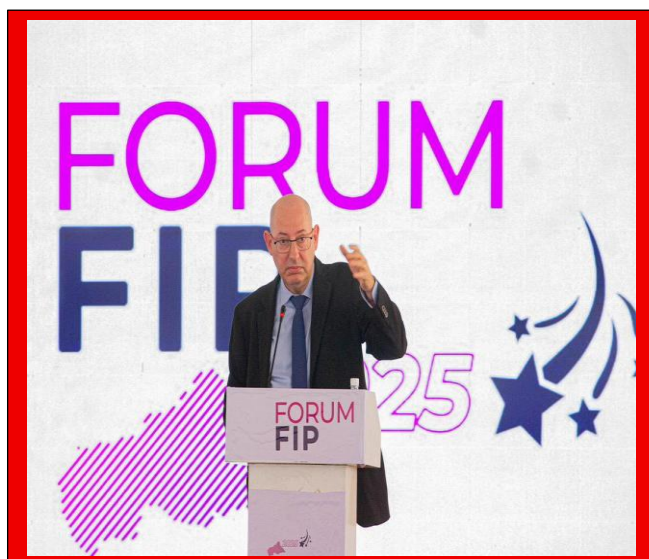
Dans son intervention, le Chargé de projet a rappelé que le développement du secteur privé passe par le renforcement du "milieu manquant", constitué des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) — véritable colonne vertébrale de l'économie centrafricaine.

Le projet I-COMPETE, mis en œuvre avec l'appui du Gouvernement et de la Banque mondiale, apporte des réponses concrètes à ces défis : création d'un fonds de garantie de 5 millions USD, appui au GUFÉ et à la Commission Nationale d'Investissement, accompagnement de plus de 600 PME, et formation de 5 700 jeunes dans les filières bois, agriculture et logistique.

L'intervenant a également souligné l'importance de développer des chaînes de valeur régionales et d'inclure les femmes et les jeunes dans la croissance économique, rappelant que 70 % des travailleurs informels en RCA sont des femmes.

Enfin, il a mis un accent très particulier sur les défis majeurs des PME en RCA qui méritent des actions et engagements coordonnés pour les résoudre afin de prétendre à un écosystème privé dynamique source de création de richesses et de croissance. Il s'agit des défis suivants :

- L'amélioration du climat des affaires,
- Le développement des Infrastructures,
- L'Accès au financement,
- Le renforcement des Compétences et valorisation des talents (Capital humain),
- La promotion de l'innovation et la Technologie.



SESSION 2 : Activer les moteurs de croissance : Chaînes de valeur

Cette session a été consacrée à l'identification des accélérateurs de la croissance et de rattrapage de l'économie centrafricaine tels déclinés dans le PND-RCA 2024-2028. A cet effet, trois filières ont été identifiées : l'Agro-industrie, les Mines et le Bois.

Les panélistes étaient constitués de :

- Monsieur KONDIO Gilles, Coordonnateur de l'Observatoire Economique de la Filière Bois de Centrafrique ;
- Monsieur Parfait MAGOUBALA, Coordonnateur du Projet PREPAS, au Ministère de l'Agriculture ;
- Monsieur ARAED Hariri, PDG de SOGINCO Group; et
- Monsieur Jackson YOKO Expert SCI CAPITAL, Modérateur.

Cette session a permis de présenter les filières productives prioritaires de la République Centrafricaine, considérées comme les moteurs de croissance inclusive à court et moyen terme.



Les présentations ont porté sur deux secteurs stratégiques :

- l'agriculture, pilier de la sécurité alimentaire, de l'emploi rural et de la création de valeur ajoutée locale ;



- la filière bois et forêts, axe central de la diversification économique et de la préservation des ressources naturelles.

Les représentants des ministères sectoriels ont mis en lumière :

- les atouts naturels et climatiques du pays, propices à la relance de la production vivrière et à l'agro-industrialisation ;
- la nécessité de moderniser les chaînes de valeur agricoles, à travers la mécanisation, l'irrigation et l'amélioration des circuits de commercialisation ;
- la promotion d'un développement forestier durable, alliant exploitation raisonnée, transformation locale du bois et protection de la biodiversité ;
- et la mise en œuvre de politiques d'appui technique et financier aux producteurs et aux entreprises locales, pour renforcer leur compétitivité.

Les discussions ont insisté sur l'importance :

- d'une approche territoriale intégrée, connectant production, transformation et accès au marché ;
- de la coordination intersectorielle entre agriculture, environnement et infrastructures ;
- et de la formation des acteurs locaux pour améliorer la qualité, la traçabilité et la durabilité des produits centrafricains.

Cette session a réaffirmé la vocation de la RCA à devenir un pôle agricole et forestier régional, à condition d'investir dans les infrastructures rurales, l'énergie, la logistique et la formation des jeunes entrepreneurs agricoles et forestiers.

b. SESSION 3 : Facteurs clés de succès des ZES en RCA

Cette session a été l'un des temps forts du Forum.

Elle a réuni un panel d'experts et d'acteurs clés pour débattre des perspectives et défis liés à la mise en place des Zones Économiques Spéciales (ZES) en République Centrafricaine.

Les discussions ont porté sur les conditions de succès, les enseignements régionaux, et les spécificités locales nécessaires à la définition d'un modèle centrafricain de ZES aligné sur les priorités du PND 2024-2028.

- Keynote d'ouverture : Directeur Général de SCI Capital (SCIC)
- Modérateur : M. Abdoulaye Diawara, Expert Senior IFC
- Panélistes : Représentants du GICA, de la BAD, de SCI Capital, de SAGINCO Group et de Globaletix

Keynote technique – SCI Capital

Le Directeur Général de SCI Capital (SCIC) a ouvert la session par une présentation de cadrage technique mettant en perspective les meilleures pratiques régionales et internationales.

Cette intervention a présenté :

1. une cartographie des ZES africaines performantes (Tanger Med, Kigali SEZ, Djazagro, etc.) ;
2. les conditions de réussite communes : gouvernance transparente, incitations fiscales claires, infrastructures fiables et ancrage local ;

Actions liées au Projet I-Compete



Structuration et faisabilité des Zones Économiques Spéciales (ZES)



Formation professionnelle et technique



Renforcement des capacités des MPME

- et les enseignements pertinents pour la RCA, notamment l'importance d'un cadre juridique adapté, d'un phasage réaliste et d'une gouvernance inclusive.

Synthèse du Panel

Le panel d'experts réunissant le GICA, la BAD, la SFI, la SCI Capital (SCIC), SAGINCO Group et Globaletix a débattu des perspectives et des défis liés à la mise en place des Zones Économiques Spéciales (ZES) en RCA.

Les échanges ont mis en avant la nécessité de concevoir un modèle centrafricain de ZES, adapté aux réalités locales et aligné sur les priorités du PND 2024-2028. Les intervenants ont rappelé que les ZES doivent devenir de véritables leviers d'investissement, moteurs de production, de transformation locale et de création de champions nationaux dans les chaînes de valeur agricoles, forestières et minières.

Les discussions ont convergé autour de plusieurs axes structurants :

- Un modèle fiscal attractif et compétitif, garantissant des incitations équilibrées entre entreprises locales et internationales ;
- La réduction des coûts d'aménagement, de transport et d'énergie, avec une attention particulière portée aux bassins de production et d'emploi comme critères de localisation ;
- Le renforcement du cadre de normalisation, de certification et de gouvernance, pour instaurer la

transparence et la responsabilité sociétale ;

- L'implication accrue du secteur privé, à travers des coopératives agricoles, des entreprises locales et des partenariats public-privé pérennes ;
- La digitalisation et la confiance, comme fondements d'une gouvernance moderne, éthique et durable des ZES ;
- unités La localisation des ZES qui doit également prendre en compte le caractère diffus et la petite taille des de production actuelles



Un atelier technique sera organisé en novembre 2025 pour définir la méthodologie, la gouvernance et la feuille de route de la mise en œuvre des ZES avec l'implication du secteur privé.



Des premières orientations seront dégagées qui pourront enrichir les termes de références de l'études technico-commerciale des ZES .

- le besoin de créer un modèle centrafricain qui s'inspire des autres expériences mais répond aux spécificités locales.

Le panel a unanimement appelé à associer pleinement le secteur privé dans la conception et la gouvernance des ZES, afin d'éviter les modèles importés et d'ancrer les réformes dans le contexte centrafricain. Il a plaidé pour une approche pragmatique, inspirée des succès africains, mais centrée sur les forces, besoins et ambitions de la RCA

c. SESSION 4 : Les structures de promotion de l'entrepreneuriat

Cette session a été consacrée à la présentation des principaux acteurs qui soutiennent, facilitent et structurent le développement du secteur privé en République Centrafricaine, aux côtés des opérateurs économiques.

Bilan du Panel sur les Incubateurs Centrafricains et les Structures de Promotion

Conduite du panel : Mme Portia DEYA ABAZENE, Directrice de la FAFECA (Fédération des Femmes Commerçantes et Artisanas de Centrafrique)

Participants : Représentantes de la FAFECA et entrepreneures issues des incubateurs locaux, notamment Bangui Hub

Bilan du panel sur les incubateurs centrafricains et les structures de promotion de l'entrepreneuriat

Le panel consacré aux incubateurs centrafricains et aux structures de promotion de l'entrepreneuriat a mis en lumière le rôle stratégique de ces plateformes dans le développement du tissu entrepreneurial national.

Les échanges ont souligné que les incubateurs et structures d'appui comme la FAFECA et Bangui Hub sont essentiels pour accompagner les jeunes entreprises, renforcer leurs capacités techniques et managériales, et stimuler l'innovation locale.

Mme Portia Deya Abazene, Directrice de la FAFECA, a rappelé que ces structures

constituent de véritables pépinières d'entrepreneurs, contribuant à l'autonomisation économique des femmes, à la création d'emplois et à la valorisation des savoir-faire locaux.

Elle a insisté sur la nécessité de soutenir durablement les incubateurs existants, d'améliorer leur accès aux ressources financières et logistiques, et de renforcer leurs partenariats avec les institutions publiques, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers.

Les échanges avec les femmes entrepreneures présentes ont mis en avant les succès concrets obtenus grâce à l'accompagnement des incubateurs — notamment en matière de formalisation, d'accès au crédit et de visibilité commerciale.

Ils ont aussi rappelé les défis persistants : faible accès au financement, infrastructures limitées, et besoin de formation continue pour consolider les acquis.

Messages clés de la session

- Les incubateurs centrafricains et la FAFECA jouent un rôle central dans la structuration et la professionnalisation du tissu entrepreneurial, notamment féminin.
- Le leadership des femmes entrepreneures constitue un levier essentiel de croissance inclusive et durable.
- Il est nécessaire de renforcer les capacités institutionnelles et financières des incubateurs pour leur permettre d'étendre leurs services à l'ensemble du territoire.
- Une meilleure coordination entre les structures d'appui, les ministères et les bailleurs permettrait d'amplifier l'impact de leurs initiatives.

Présentation des teneurs de stands

En marge de la session, une présentation des teneurs de stands a permis de valoriser les

acteurs d'appui et de structuration du secteur privé ainsi que plusieurs entreprises nationales. Cette séquence a offert une vitrine aux institutions et structures partenaires qui soutiennent le développement de l'entrepreneuriat et de l'investissement en République Centrafricaine.

Les stands représentaient à la fois des institutions d'appui et des opérateurs économiques actifs dans la promotion du secteur privé, parmi lesquels :

- le Cadre Mixte de Concertation pour l'Amélioration du Climat des Affaires (CMCAA) ;
- le Collectif des Petites et Moyennes Entreprises de Centrafrique (CPMEC) ;
- le Centre d'Assistance aux Petites et Moyennes Entreprises et à l'Artisanat (CAPMEA) ;
- l'Agence Centrafricaine pour la Formation Professionnelle et l'Emploi (ACFPE) ;
- le Guichet Unique de Formalisation des Entreprises (GUFE) ;
- ainsi que des entreprises privées nationales telles que Pélican et O'Rachida, qui illustrent le dynamisme du secteur productif centrafricain.

Cette séquence a permis de valoriser la diversité des acteurs impliqués dans la structuration de l'écosystème entrepreneurial, de créer des connexions directes entre institutions et opérateurs, et de renforcer la visibilité des solutions locales d'appui au développement des entreprises.

d. SESSION 5 : Faire grandir les champions locaux : formalisation, compétences et sous-traitance

Cette session, organisée en deux panels successifs, a traité de la problématique centrale de la montée en puissance du secteur privé national.

Elle visait à identifier les conditions permettant de faire émerger des “champions locaux”, c’est-à-dire des entreprises centrafricaines formelles, compétitives et capables de s’imposer sur le marché national, sous-régional et africain.

Les discussions ont mis en évidence trois leviers essentiels :

1. La connaissance du marché et l’accès à l’information économique, pour orienter les décisions stratégiques des entrepreneurs ;
2. La formalisation et l’accès aux financements, afin d’intégrer pleinement les entreprises dans les circuits productifs et institutionnels ;
3. La formation et le développement des compétences, pour doter le pays d’une main-d’œuvre qualifiée et adaptée aux besoins du secteur productif.

Panel 1 – Formation du capital humain et renforcement des MPME

Modérateur : Maxime KAZAGUI, représentant CARAT Investissement

Panélistes :

- M. Parfait Ouanfio, Directeur Général du CAPMEA
- M. Aristide Ganabo, représentant du Ministère du Travail, de l’Emploi et de la Protection Sociale
- M. Yves Aymard Ngouyombo, Conseiller en Emploi-Formation à l’ACFPE
- Mme Kessy Ekomo, représentant le Groupement Interprofessionnel de Centrafrique (GICA)

Objectif du panel

Ce panel a abordé les mécanismes de renforcement du capital humain et de professionnalisation des MPME, en insistant sur la nécessité d’adapter la formation technique et professionnelle aux besoins réels du marché.

Points saillants

- **Formation technique adaptée au marché du travail**

L’ACFPE, à travers M. Yves Ngouyombo, a insisté sur l’urgence d’un ajustement structurel des formations aux réalités économiques du pays.

Il a plaidé pour la création de centres sectoriels spécialisés (agro-industrie, BTP, transformation du bois) et la mise en place de certifications professionnelles nationales.

- **Appui aux MPME et développement managérial**

Le CAPMEA, représenté par son Directeur Général Parfait Ouanfio, a mis en avant les efforts pour renforcer la formation entrepreneuriale et la culture de gestion chez les MPME.

Il a rappelé que le catalogue national de formations, les guides de formalisation et les programmes d’appui-conseil constituent des outils concrets de montée en compétence.

- **Coordination institutionnelle**

M. Aristide Ganabo, pour le Ministère du Travail, a souligné que la réussite des politiques d’emploi passe par une meilleure coordination interinstitutionnelle entre les ministères, les structures d’appui et le secteur privé.

Il a insisté sur l’importance de relier la formation professionnelle à la demande effective du marché.

- **Implication du secteur privé**

Mme Kessy Ekomo, pour le GICA, a rappelé que le patronat est prêt à cofinancer les

programmes de formation et à ouvrir ses entreprises comme terrains d'apprentissage, afin de rapprocher la théorie et la pratique.

Elle a également insisté sur la création de mécanismes de stage et d'insertion professionnelle au bénéfice des jeunes formés.

Messages clés du panel

- **L'investissement dans le capital humain est le socle de la compétitivité économique.**
- **Il est indispensable d'aligner la formation sur les besoins des chaînes de valeur productives.**
- **Les structures publiques (ACFPE, CAPMEA) et le secteur privé (GICA) doivent agir en synergie pour renforcer la professionnalisation des entrepreneurs.**
- **Une main-d'œuvre qualifiée et stable est un facteur clé pour attirer les investisseurs et réussir les ZES.**

Panel 2 – Formalisation et inclusion des MPME dans le tissu économique local

Modérateur : Directeur de l'Entrepreneuriat, Ministère des PME et de la Promotion de l'Entrepreneuriat.

Panélistes :

- Coordonnateur du GUFÉ (Guichet Unique de Formalisation des Entreprises)
- M. Parfait Ouanfio, Directeur Général du CAPMEA
- Représentant d'Africa Drilling & Exploration (secteur minier)
- M. Jonathan Nouganga, représentant le GICA

Objectif du panel

Ce panel a porté sur les stratégies pour favoriser la formalisation et l'inclusion des MPME dans le tissu économique local, et leur intégration dans les chaînes de valeur nationales et régionales.

Points saillants

- **Accès à l'information et connaissance du marché**

Les intervenants ont convenu que la connaissance du marché, des filières prioritaires et des opportunités d'affaires est la première étape pour permettre aux entrepreneurs de se positionner et d'anticiper les besoins économiques.

Le GUFÉ, par son Coordonnateur, a rappelé l'importance d'un accès centralisé à l'information et de la digitalisation des procédures, afin de réduire les barrières d'entrée pour les nouveaux acteurs.

- **Formalisation et incitations économiques**

Le CAPMEA, via son Directeur Général Parfait Ouanfio, a insisté sur la nécessité d'accroître le taux de formalisation pour permettre aux MPME d'accéder aux financements, aux marchés publics et aux programmes d'appui.

Il a rappelé que la fiscalité adaptée, la formation comptable et le mentorat entrepreneurial sont des conditions préalables à la croissance durable.

- **Expérience du secteur privé national**

Le représentant d'Africa Drilling & Exploration a partagé une expérience concrète : celle d'une entreprise nationale qui, grâce à la formalisation et aux partenariats créés lors de la Table Ronde Internationale de Casablanca, a pu accéder à des contrats majeurs et élargir son réseau d'investisseurs.

Il a illustré l'impact positif de la transparence et de la structuration dans l'attraction des partenaires internationaux.

- **Le rôle du patronat et la sous-traitance locale**

Le représentant du GICA, Jonathan Nouganga, a insisté sur la nécessité d'un cadre de sous-traitance clair et compétitif entre grandes entreprises et MPME.

Il a souligné que la création de plateformes B2B et la mise en place d'un label "Champion local" contribueraient à renforcer la visibilité et la crédibilité des entreprises centrafricaines.

Messages clés du panel

- La formalisation est la condition d'accès au financement, aux marchés et à la croissance.
- L'État doit renforcer les incitations administratives et fiscales pour encourager les entrepreneurs à sortir de l'informel.
- Le secteur privé national démontre, à travers des exemples comme Africa Drilling, qu'il existe un potentiel de réussite à capitaliser.
- Le dialogue État-secteur privé est essentiel pour créer un environnement d'affaires inclusif et compétitif.

Messages transversaux de la session

- Les deux panels ont convergé sur une conviction partagée :

Le développement économique de la RCA passera par l'émergence d'un secteur privé fort, formel et qualifié, soutenu par un cadre institutionnel cohérent et une main-d'œuvre compétente.

- Les leviers identifiés pour y parvenir sont :
- La connaissance du marché et l'accès à l'information économique ;
- L'accélération de la formalisation via des outils simples et incitatifs ;
- La formation continue et sectorielle, adaptée aux besoins productifs ;
- La promotion de la sous-traitance locale et la création de champions nationaux intégrés dans les chaînes de valeur régionales.

e. SESSION 5 : Solutions de financement innovantes pour booster les MPME

Cette session organisée en panel a été consacrée à la présentation des avancées concernant l'opérationnalisation du FNGI et le rôle structurant de ce dispositif dans la relance du financement du secteur privé en RCA.

Le panel a été animé par l'intervention de : Monsieur Elvis GBONDO SAKPO du Cabinet A2F, Monsieur Yvon Phimis du GICA, Monsieur Jean-Luc TETE, DG de SIAD, et Madame SALMA ZARRAF, Experte de SCI CAPITAL Modératrice.



Un instrument de confiance au service du financement productif

Conçu comme un outil de partage du risque, le FNGI vise à rétablir la confiance entre les banques et les entrepreneurs, stimuler l'appétit au risque du secteur financier et accélérer l'accès au crédit pour les micros, petites et moyennes entreprises (MPME), maillon essentiel de la croissance inclusive.



Les discussions se sont inscrites dans la continuité du programme I-COMPETE de la Banque mondiale, qui soutient la compétitivité

du secteur privé à travers la modernisation du cadre des affaires, la digitalisation des services, l'appui aux incubateurs et le renforcement des capacités de plus de 600 PME et 5 700 jeunes dans les filières productives.

Le FNGI en représente aujourd'hui le volet financier clé, destiné à transformer les intentions d'investissement en financements concrets.

Des enjeux clairs : confiance, culture et transformation

Les intervenants ont souligné que la création du FNGI doit s'accompagner d'un changement profond de mentalité, aussi bien du côté des banques que des entrepreneurs.

Il ne s'agit pas seulement de garantir des crédits, mais d'instaurer une culture entrepreneuriale proactive, fondée sur la prise de risque, la responsabilité et la valorisation du potentiel local.

Comme l'a rappelé un participant : « La RCA est capable de créer ses propres opportunités ; il faut désormais lui donner les instruments de confiance pour le faire. »



À cet égard, le FNGI prévoit de travailler main dans la main avec les incubateurs nationaux et les dispositifs de formation d'I-COMPETE pour rendre les entrepreneurs éligibles et crédibles aux yeux des banques.

Le panel a insisté sur la nécessité d'adapter les véhicules financiers autour du FNGI : fonds d'amorçage, capital-risque ou instruments de co-investissement devront compléter le dispositif pour répondre aux besoins de financement tout au long du cycle de vie de l'entreprise.

Cette approche intégrée, déjà promue par le programme I-COMPETE, permettra de relier garantie, accompagnement et capital patient, en soutenant à la fois la création et la croissance.

Réduire le coût du crédit et rendre les PME bancables

Un consensus s'est dégagé sur l'impact attendu du FNGI : la réduction du coût du crédit.

En diminuant le risque supporté par les banques, la garantie nationale permettra d'abaisser les taux d'intérêt et d'élargir l'accès au financement à de nouvelles catégories d'entrepreneurs.

Les représentants du secteur privé ont souligné l'importance d'une collaboration étroite entre le FNGI, la CCIMA et les organisations patronales, afin de faciliter l'identification des bénéficiaires et d'assurer une diffusion équitable de l'information.

Les panélistes ont également rappelé que la garantie ne peut produire d'effet durable sans un effort parallèle de structuration et de formation des PME.

De nombreuses entreprises restent aujourd'hui exclues du crédit faute de comptabilité formelle, de gouvernance claire ou de maîtrise des produits financiers.

Une approche moderne et responsable du financement

Sur le plan opérationnel, le FNGI reposera sur une garantie silencieuse : la banque demeure responsable de la sélection et du suivi du crédit, mais bénéficie d'une couverture partielle en cas de défaut.

Ce modèle, fondé sur la responsabilisation et la simplicité, permet de concilier prudence et rapidité.

L'ambition affichée est d'atteindre un délai de décision inférieur à 48 heures, grâce à la digitalisation des processus et à la formation des agents bancaires à l'analyse des dossiers garantis.

Les débats ont aussi mis en avant la nécessité d'un cadre de gouvernance clair et transparent, incluant un mécanisme de suivi et de traitement des plaintes, ainsi qu'une base de données nationale intégrée au PND 2024-2028.

Cette architecture garantira la traçabilité, la redevabilité et la mesure d'impact du FNGI sur le développement du tissu productif.

Vers un écosystème intégré du financement des MPME

Les échanges ont confirmé que le succès du FNGI dépendra de sa capacité à mobiliser tous les acteurs :

- les banques, en adaptant leurs politiques de risque ;
- les entrepreneurs, en se structurant ;
- les incubateurs et structures d'appui, en accompagnant la montée en compétence ;
- et les partenaires techniques et financiers, en soutenant la capitalisation et la digitalisation du mécanisme.

Le FNGI doit devenir le pivot d'un écosystème intégré, où chaque maillon, formation, accompagnement, financement, garantie, contribue à la bancabilité durable des entreprises locales.

Le panel s'est conclu sur une vision partagée : le FNGI, adossé au programme I-COMPETE, représente bien plus qu'un outil financier.

Il symbolise la volonté de la République centrafricaine de restaurer la confiance, stimuler l'investissement productif et construire un tissu économique résilient et compétitif.

En donnant aux entrepreneurs les moyens de réussir, en sécurisant les banques et en modernisant les pratiques, le FNGI incarne le passage d'une économie de subsistance à une économie d'opportunités. Il marque une étape décisive vers une Croissance Inclusive, Compétitive et Durable.

f. Cérémonie de clôture et remerciements

La cérémonie de clôture du Forum sur l'Investissement et les Partenariats (FIP) s'est tenue en présence des représentants du Gouvernement, du corps diplomatique, des partenaires techniques et financiers, des acteurs du secteur privé, ainsi que de l'ensemble des panélistes et participants.

Présidée par le Commissariat Général du FIP, la séance a permis de dresser les conclusions opérationnelles de deux journées de travaux riches en échanges, en propositions et en perspectives pour l'économie centrafricaine.

Synthèse du Forum

M. Elvis Koyaweda-Dema, Expert Senior en matière des investissements à SCI CAPITAL, a présenté une synthèse des principales conclusions issues des différentes sessions.

Il a rappelé que le FIP a permis de :

1. confirmer la dynamique post-TRI à travers la mise en œuvre de la feuille de route **Ambition 28** ;
2. valoriser la mobilisation des financements et partenariats annoncés à Casablanca ;
3. positionner la République Centrafricaine comme un territoire d'opportunités au sein de la CEMAC ;
4. et renforcer la confiance des investisseurs dans le potentiel productif du pays.

Il a souligné que les échanges entre les décideurs publics, le secteur privé et les partenaires au développement ont abouti à des recommandations concrètes, notamment sur la diversification productive, la gouvernance des ZES, la formation professionnelle, et la promotion des champions locaux.

Ces discussions constituent désormais une base solide pour la mise en œuvre concertée des priorités économiques du Gouvernement.

Discours du Commissaire Général du Forum

Dans son allocution, le Commissaire Général du FIP a remercié l'ensemble des institutions partenaires pour leur engagement et leur accompagnement technique et financier, en particulier la Banque mondiale, le programme iCompete, et SCI Capital.

Il a salué la mobilisation des ministères sectoriels, des organisations patronales (UNPC, GICA), ainsi que la participation active des entreprises locales et internationales.

Le Commissaire Général a également félicité les panélistes pour la qualité de leurs interventions et souligné que le FIP marque un tournant historique dans la stratégie de développement économique de la République Centrafricaine :

« Ce Forum consacre la transition d'une économie d'assistance vers une économie de production, d'investissement et de partenariat.
»

Il a appelé à la pérennisation du dialogue public-privé, à la mise en œuvre rapide des engagements pris et à la préparation dès à présent de la prochaine édition du FIP en 2026.

Remerciements

Le Commissariat Général du FIP exprime ses remerciements les plus sincères à :

- **Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'État, pour son leadership et sa vision d'une République Centrafricaine forte et ouverte à l'investissement ;**
- **Le Gouvernement et l'ensemble des ministères impliqués pour leur mobilisation ;**
- **Les partenaires techniques et financiers pour leur appui constant ;**
- **Les acteurs du secteur privé national et international, pour leur confiance et leurs contributions ;**
- **ainsi que tous les participants, experts, panélistes et modérateurs, qui ont contribué au succès du Forum.**

Une mention spéciale a été adressée à CARAT Investissement, iCompete, et SCI Capital pour leur accompagnement technique, logistique et stratégique dans la préparation et le déroulement du FIP.

La cérémonie s'est conclue dans une ambiance de confiance et d'optimisme, marquant le lancement officiel du cycle post-FIP et l'engagement collectif à transformer les conclusions du Forum en actions concrètes au service de la croissance et du développement de la République Centrafricaine.

Conclusion et recommandations

Les conclusions des forums sur l'investissement et les partenariats soulignent l'importance de ces rencontres pour promouvoir des investissements durables et des partenariats stratégiques au services de développement de la République centrafricaine.

Elles mettent l'accent sur la nécessité de développer les synergies entre les différents acteurs en changeant de paradigme afin de mobiliser des capitaux pour atteindre les objectifs fixés dans le Plan National de Développement (PND) 2024-2028.

Par ailleurs, tout en abordant des défis liés au climat des affaires, à la promotion des PME et des champions nationaux, formation professionnelle et technique, l'accès au financement, etc., les participants sont déterminés à mutualiser les efforts pour un Centrafrique meilleur où les investissements florissent.

Ainsi, il en ressort qu'il est important de :

- Investir pour un développement durable de la RCA ;
- Financer les projets structurants à fort impacts ;
- Mobiliser et développer les partenariats ;
- Développer l'approche de l'inclusion et d'équité en matière d'investissement ;
- Améliorer le climat des affaires ;
- Améliorer la gouvernance et la transparence ; et enfin
- Créer une plateforme pour présenter et discuter de projets ayant un impact positif sur la croissance économique et le développement.

Leçons apprises

Les leçons clés des forums sur l'investissement et les partenariats incluent l'importance des réseaux pour la visibilité, la nécessité d'une communication intense et une sensibilisation dans le temps pour une mobilisation conséquente des acteurs majeurs. Il est aussi crucial d'organiser la prochaine édition du FIP en tenant compte des calendriers tant au niveau national et international.

Prochaines étapes

Le FIP a été un succès. Les prochaines étapes consisteraient à :

- **Faire le suivi des engagements et des recommandations** : Un rapport de synthèse devrait être partagé avec toutes les parties prenantes, détaillant les engagements pris pendant le forum.
- **Mettre en place un comité de suivi** : Pour superviser la mise en œuvre de la feuille de route issue du forum, un comité multi-acteurs devrait être établi dans les semaines à venir, comme indiqué pour le forum de Bangui.
- **Soutien et accompagnement des PME et secteur privé national**
- **Renforcement du dialogue public-privé.** Le Cadre Mixte de Concertation pour l'Amélioration du Climat des Affaires (CMCAA), appuyé par le GICA, l'UNPC et les ministères sectoriels, sera mobilisé pour :
 - suivre la mise en œuvre des réformes économiques prioritaires ;
 - veiller à la transparence et à la prévisibilité du cadre d'investissement ;
 - et favoriser un dialogue continu entre les institutions publiques et les opérateurs économiques.

- Feuille de route vers le FIP 2026. La préparation de la prochaine édition du Forum débutera 12 mois avant l'événement et reposera sur trois axes :

- Mobilisation des ressources : identification et engagement des partenaires nationaux et internationaux ;
- Communication et visibilité : valorisation des acquis du FIP 2025 à travers une stratégie de

communication ciblée (médias, réseaux sociaux, conférences régionales) ;

- Consolidation des partenariats : élargissement du réseau de coopération avec les bailleurs, les investisseurs et les institutions financières régionales.

Annexes

Annexe 1 : Liste des participants

N°	Nom et Prenom	Observation
1	DOUNGANINDJI Beatitude	
2	KONDIO Gilles	
3	NGUEBELE J. Crepin	
4	Levesque Christies	
5	FENENGAI Elie	MCI
6	GUEY GUENDJI Verdu Go	
7	TETOUNGBOU Sydney	
8	ASSAGNAKODE MON GRAND Partene	
9	NOUGANBA Jonathan	
10	MAGOUMBALA le Parfait	
11	KAIMBA Gedeon	
12	Anais	
13	MAPOUKA Aini Vain	
14	NDOMAKETTET	
15	NGOUYOMBO Yis	
16	STIONGBA Gloria	
17	ZAINA Nicolette	
18	AKO NOUNGA Ariane	
19	KOUMAT Gracia	
20	GUERENGBO Armelle	
21	NGBAPO Belvia Syntiche	
22	YAKONGBO Martine	
23	NDOKY David Anatole	ACFPE
24	GAMBO Jean Marie	ACFPE
25	KIZIBANDA Davila	
26	KOSSIPOU Charlin	ACFPE
27	KOSSIROU Vanilla	ACFPE
28	MPOMBO Axel	ACFPE
29	GRENGBO Fernand	ACFPE
30	ANIBEZEGUI Mireille	ACFPE
31	KOUE MOMINZA Adeline	ACFPE
32	ZOUAKONDRI Josue AZMACK	ACFPE
33	ZOUAKONDRI Anicet	ACFPE
34	NGOETE Jethro	ACFPE
35	NGOUAYE Sylvanus	ACFPE
36	NGOULOU Fuzlelu	Presidence
37	MONGA Aubin	ACFPE
38	FEIKOUMON Hardy	ACFPE
39	GUEPET LOGOT Ella Claire	ACFPE
40	BANDOBA Victoire	ACFPE

41	KOSSI EKOMO	PDW
42	MALONGA Christian	AMB/RCA/KIU
43	BOUFOLA Neige	ONG-ACDEL
44	KETTE SARAH	ONG-ACDEL
45	DEYA ABAZENE	FAFECA
46	BABOUTOU Marie Joyceline	
47	KOVOMI Cristick Parfait	
48	YOCKOMBOT Jesus	
49	LEBEYAKA Didier	JPN
50	ADOU Armel	JPN
51	YEMBE Danny Ulrich	CADESCA
52	GANABO Aristide	Ministere du travail
53	KAMANGO Jean Louis	CPMEC
54	SAGANZA Repin	CAPMEA
55	TETE Lionel	CAPMEA
56	OUMAROU SANDA	
57	MANGELE Sebastien	
58	XIGANG Nerva	MPME
59	OLAMOEMAKO Herve	ROOTI CENTRAFRIQUE
60	IKADA DEBALLE	BPMC
61	GUERENGONDA Jonathan	ADRDH
62	PINGAMA Vicko	
63	KETIE ISMAEL	
64	NELO Olivia	ACFPE
65	KOINDONT Didur	ACFPE
66	KOUE	THERES
67	Elvis NGUINAMBAYE	Solution TCHAD
68	DIBOY Daniel	DAJICNI
69	VEDEMAGI	CNI
70	ANGBEZOUA Guy Blaise	ACFPE
71	TOUALOUMO Cathy	CPMEC
72	NBOMZATI EDGARD	ONG MAMA TI KODRO
73	DIMANCHE Stanislas	Ecole privee
74	KONGO Nathan-Gael	
75	Moussa Elodie	Participante (AVPFA)
76	OTTO Jocelyne	
77	KOWANGA Theresia	FAFECA
78	DINDY Chancia	Participante
79	SODE Fane	AVPFA
80	DENGUE Laeticia	ACDEL
81	KOVON danielle	FAFECA
82	SALIM deye	Salim busness Center
83	ALLAH MADJI naomie	ACFPE
84	METTIN Christ	ACFPE
85	DANGA Karl	ACFPE

86	MAKONDO Rabbi	ACFPE
87	NOUMAKARE Gloria	ACFPE
88	WILIBOBOZOU MNA Noella	ACFPE
89	SAMBA Joseph	ACFPE
90	GAMTAN Orline	ACFPE
91	MBOMBA Marlyse	ACFPE
92	LEVY Esther	FAFECA
93	BODEA Glorieuse	FAFECA
94	MBIDA Serge Herve	
95	ABDOU SOUMAYATOU	
96	KATOU Gerard	
97	YANGUERE Dorcas	FAFECA
98	DJAMARE Djamilia	Telecel
99	YAYA Hilaire	Telecel
100	ANIYE Jospin	Big Bang Startup
101	GOLO Benjamin Jorkeef	NAK'Archi
102	PENGUE Edgard	Protocole
103	GREDIBERT Heritier	Protocole
104	PONCE	Protocole
105	DOUI TERENCE	Protocole
106	MANDA Edgard	Protocole
107	PONCE Fred Emmanuel	Protocole
108	DOUZIMA Mazarine	Staff SCI
109	DANLY Steeven	Bangui STVLE
110	GAMBOS V.H.T	Datilimo.com
111	KONDOGBIA Elie	Datilimo.com
112	MBANGOSSE Karl	CNSS

Annexe 2 : Liste des intervenants

N°	Nom	Prénom	Personnalité	Institution
1	KANKO	Jean-Gilles		UNPC
2	GRESENGUET	Gilles Gibert	Président	UNPC
3	PSHIMIS	Yvon	Vice-président	GICA
4	AKOLOZA	Patrick Thierry	Ministre	Ministre du Commerce et de l'Industrie
5	DACKPA	Franklin-Melnick	Directeur General de l'Économie	Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale
6	ZOCKO	Francis	Responsable RSE/Fondation Orange	Orange Centrafrique
7	SEREFIO	Audrey	Orange Money	Orange Centrafrique
8	TETE	Jean-Luc	Directeur Général	SIAD
9	GOMINA	Christian	Directeur General	Invest in Bangui
10	POUXE	Modeste		Africa Drilling and Exploration
11	OUARASSIO	Serge	Directeur General du Budget	Ministère des Finances et du Budget
12	COMPAORE	Monhamed	Directeur Général	SUNU Assurance Centrafrique
13	KOYASSE	Faustin-Ange	Secrétaire Permanent	CMCAA
14	NGANAWRA	Cedric	Chef de Division SME / Directeur PME/PMI par interim	Ecobank
15	DUGAMIN	/	/	Novalis Conseil Pro
16	HERZBERG	Benjamin	Chargé du Programme iCompete	Banque Mondiale
17	HARIRI	Raed	Directeur Général	SOGINCO Group
18	MAGOUBALLA	/	Coordonnateur	PREPAS
19	KONDIO	Gilles Vergard	Coordonnateur National	Observatoire Économique de la Filière Bois
20	DIAWARA	Abdoulaye	Expert Senior	Société Financière Internationale
21	MANGELE	Sebastien	Économiste Pays	Banque Africaine de Développement
22	MANDABA	Marc	Directeur Général	SCI Capital
23	YOKO	Jesus Jackson	Expert	SCI Capital
24	LEVESQUE	Christian	/	Globaletix
25	ABAZENE	Portia	/	FAFECA
26	GANABO	Aristide	Chargé de Mission	Ministère du Travail
27	NGOUYOMBO	Yves Aymard	Conseiller en Emploi-formation	ACFPE
28	OUANFIO	Parfait	Directeur Général	CAPMEA
29	EKOMO	Kessy	VP	GICA
30	WAZIMBALA	Jean Blandin	Directeur de l'Entrepreneuriat	Ministère des PME et de la Promotion de l'Entrepreneuriat
31	GBANGOLO	Aubain	Représentant	GUFE
32	NOUGANGA	Jonathan	/	GICA

Annexes 3 : Quelques images des moments forts du FIP



Photo d'ouverture du FIP, 1^{ère} Edition 2025



Images de l'assemblée

